



Forum
International
des Transports

DES TRANSPORTS
POUR UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

*Défis et perspectives
face à la crise*

FORUM 2009 • 26-29 mai • Leipzig

ALLOCUTION PRINCIPALE

Antonio Tajani

*Vice-président
Commission européenne*

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Chers amis,

M. Attali et M. le Secrétaire d'Etat LaHood viennent de nous présenter une analyse très pertinente de l'effet réciproque entre la crise économique et le secteur des transports. Je crois que l'approche de nos amis américains est à la fois très ambitieuse et volontariste.

A. Transports et crise économique

Nul ne peut ignorer le lien direct entre la crise économique et les transports. D'un côté, nous le savons, chaque opérateur est confronté au même dilemme financier : **réduction parfois vertigineuse du volume de transport (en particulier du transport de marchandise), chute des prix conjuguée à l'augmentation de la tarification d'usage de l'infrastructure.** Aucun secteur n'est épargné.

D'autre part, la **croissance européenne et mondiale reposent, pour partie, sur la capacité à transporter nos marchandises efficacement et rapidement.** C'est pourquoi, depuis le début de cette crise, j'ai été parmi les premiers à militer et à agir afin de soutenir l'investissement dans les transports en Europe.

Les infrastructures permettent de donner une réponse rapide et concrète à la crise en concentrant les efforts financiers sur le secteur de la construction, qui représente, à lui seul, près de 10% des emplois européens. Mais cela ne suffit pas. Il faut également anticiper la capacité des transports à venir et augmenter la compétitivité européenne du secteur.

B. Les plans de relance nationaux

Nous tous, dans cette salle, partageons la conviction que le secteur des transports est un secteur-clé de l'économie.

Voilà pourquoi une grande partie du stimulus économique que les Etats européens entendent mettre en œuvre cible les investissements dans les infrastructures de transport.

Plusieurs Etats membres ont fait des infrastructures la pierre angulaire de leur plan de relance, le potentiel multiplicateur des investissements dans les transports étant beaucoup plus important que dans d'autres secteurs.

C. Le besoin d'une réflexion globale

Cette crise est une crise globale, ce n'est pas en morcelant nos ressources, en raisonnant de manière protectionniste, en fermant nos marchés que nous allons en sortir. Au contraire, l'ensemble du système de transport européen doit fonctionner au même rythme, avec la même qualité, selon les mêmes standards.

Je dois vous avouer, mesdames et messieurs les Ministres, que je vois dans cette crise une opportunité pour l'Europe de définir une **vraie stratégie européenne globale pour les transports: une stratégie concertée et coordonnée tant sur le plan politique qu'au niveau financier et opérationnel**. Une approche, celle-ci, qui nous permettra de répondre au mieux aux enjeux économiques présents et futurs.

Mais le besoin d'une stratégie coordonnée ne s'arrête évidemment pas aux frontières de l'Union européenne. Elle doit couvrir, en effet, tous les pays du voisinage de l'Europe, en méditerranée comme à nos frontières orientales. La crise économique et financière touche évidemment aussi et, parfois plus durement, nos partenaires en Afrique. Voilà pourquoi la Commission, par le biais des initiatives prises lors de la récente réunion du G-20, adoptera en juin une communication pour donner un cadre plus stratégique aux relations entre les deux continents dans le secteur des transports.

D. Le Plan Européen de Relance Economique (EERP)

Lorsque j'écoute le Secrétaire d'Etat M. LaHood, j'entends que 48 milliards de dollars ont été octroyés par les Etats-Unis aux infrastructures. Si, de prime abord, ces chiffres semblent bien plus spectaculaires que les montants mobilisés au niveau communautaire, les enjeux et les besoins sont similaires. Mais, afin d'évaluer la mobilisation de **l'Union européenne, il faut évidemment considérer non seulement les moyens mobilisés au niveau européen- que ce soit le budget communautaire ou la Banque européenne d'investissement- mais aussi les moyens considérables investis dans les Etats membres.**

La Communauté a formulé une première série de propositions dans le cadre du Plan Européen de Relance Economique (EERP) afin d'apporter une réponse immédiate à la crise, avec les moyens dont elle dispose. Nous nous sommes attachés à être un catalyseur d'investissements, à rassurer les entrepreneurs ainsi que les marchés financiers. C'est pourquoi nous avons décidé, entre autres, de renforcer le capital de la Banque Européenne d'Investissement, de lancer un fonds d'investissement en actions pour les projets d'infrastructures, d'énergie et de changement climatique (le "fonds Marguerite" ou "fonds 2020"); d'accélérer l'absorption des fonds structurels européens et, finalement, d'encourager une plus large participation du secteur privé dans le financement et la mise en œuvre des projets.

A titre d'exemple, dans le cas du RTE-T, nous avons été capables **d'avancer 500 millions d'euros pour l'année 2009 pour des projets déjà prêt à être réalisés et dont l'effet de levier sur les finances publiques est estimé à 5 milliards d'euros.** A cela s'ajoutent les 500 millions prévus, toujours en 2009, dans la programmation budgétaire annuelle et pluriannuelle pour les RTE-T. Le tout, pour un total de plus d'un milliard d'euro. Evidemment, j'aurais souhaité que la politique RTE-T obtienne des ressources supplémentaires pour mettre en œuvre un programme d'infrastructures à haute valeur ajoutée pour l'Europe, un réseau global capable de desservir l'ensemble de l'Union, susceptibles d'apporter une réponse plus importante à la relance économique en Europe.

Dans ce contexte, la Commission cette année s'est engagée afin d'effectuer une révision de la politique RTE-T. Pour cela, nous avons proposé une approche plus communautaire, basée sur une planification authentiquement européenne et

multimodale, avec une gestion intelligente des flux de transports. Par exemple grâce à la généralisation des systèmes de gestion de trafic intelligents ou de ERTMS .

Cela étant dit, pour une véritable réussite de la révision de la politique RTE-T il sera nécessaire de mobiliser davantage des ressources, au niveau national et européen, provenant de sources publiques et privées. A' ce propos on est en train de mener un dialogue très serré avec la Banque européenne des investissements.

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Chers amis,

Vous l'aurez compris, je suis convaincu que cette crise représente une opportunité pour le secteur. Je crois que nous ne pouvons plus nous payer le luxe de tergiverser. Il faut qu'il soit reconnu une fois pour toujours que les investissements dans les transports ne représentent pas simplement une politique d'ajustement mais, bien au contraire, un véritable support de la croissance économique. **Enfin, sur le long terme, il faut accorder aux transports leur juste place dans le budget des Etats et coordonner davantage les ressources entre les Etats.**

Il est indispensable d'apporter une réponse globale à la crise. La Communauté est prête à assumer pleinement son rôle.

Je vous remercie pour votre attention.